

UNE “NEP” AUX CARACTERISTIQUES CHINOISES ?

Notes pour une recherche

Les succès de la Chine contemporaine ne cessent d’interroger nos conceptions habituelles. Savons-nous seulement quels sont les ressorts de cette modernisation réussie, et quelles perspectives elle offre pour l’avenir du socialisme ? Une des questions fondamentales qu’il convient de se poser à propos de la Chine contemporaine est la suivante : de quelle nature est la formation sociale chinoise actuelle ? Qu’est-ce qui la spécifie en regard d’autres formations sociales ?

Poser cette question centrale a pour vertu d’ouvrir deux pistes de réflexion, sur lesquelles ces quelques notes ont pour seule ambition d’ouvrir le débat et de stimuler les recherches.

La première piste de réflexion est la suivante : quels sont les modes de production qui figurent dans cette formation sociale, et comment s’articulent-ils ? Quelle signification faut-il accorder à l’existence d’un secteur capitaliste en Chine ? Autrement dit, quel est le mode de production dominant autour duquel se déploie la structure propre à cette formation sociale ?

La deuxième piste de réflexion est la suivante : quelle est la genèse historique de cette formation sociale originale ? Quelles sont les étapes qu’elle a franchies pour parvenir au stade actuel ? Cette genèse historique présente-t-elle des similitudes avec la Nouvelle politique économique (NEP) menée par le pouvoir soviétique de 1921 à 1928 ? A-t-elle l’aspect d’une trajectoire linéaire, ou au contraire d’un processus itératif, marqué par des accélérations, mais aussi des retours en arrière ?

Il y a aussi une troisième piste de réflexion, qui est celle des perspectives ouvertes par l’accomplissement historique dont témoigne la Chine depuis 1949 : au-delà du “stade primaire du socialisme”, quels sont les objectifs propres aux étapes suivantes

de cette modernisation ? La transition socialiste doit-elle encore être pensée, comme le veut la théorie marxiste classique, dans l'horizon du communisme ? Trop importante pour être traitée ici, cette piste de réflexion fera l'objet d'un travail ultérieur.

Reprenons donc les deux premières pistes de réflexion et tentons d'y cheminer autant que faire se peut, de manière nécessairement partielle et provisoire. Pour commencer, partons d'une observation que chacun peut faire : la Chine est une formation sociale singulière que la plupart des commentateurs, fussent-ils "sinologues", peinent généralement à décrire ou à nommer. Le plus souvent, cette difficulté est imputable à des biais idéologiques aisés à deviner, mais elle traduit aussi parfois l'absence d'instruments intellectuels adéquats. C'est pourquoi, afin de traiter la question de façon rationnelle, il me semble indispensable de s'appuyer sur l'analyse marxiste des différents modes de production, de leur succession dans l'histoire et de leur combinaison au sein d'une formation sociale donnée.

La question est en effet de savoir en quoi consiste précisément la formation sociale chinoise contemporaine, telle qu'elle se présente à l'observateur en 2026, et sur quelle base matérielle elle repose, avec les caractéristiques historiques qui sont les siennes. Or, dans ce travail d'analyse, il faut évidemment se déprendre d'un certain nombre de travers intellectuels dans lesquelles tombent de nombreux commentateurs.

Le principal travers consiste à refuser de voir dans la formation sociale chinoise une formation complexe, hybride, caractérisée par la transition inachevée d'un mode d'organisation sociale à un autre. Certains observateurs, généralement hostiles à la République populaire de Chine, ont tendance à essentialiser le modèle chinois en recourant à des notions simplistes ou inadéquates. Ils définissent la formation sociale chinoise, par exemple, en la subsumant sous le concept commode de "capitalisme d'État" ou de "socialo-capitalisme", quand ils ne réduisent pas la Chine contemporaine à un mélange funeste de

“capitalisme sauvage” et de “dictature totalitaire”. Autant de qualifications hâtives et caricaturales qui ne peuvent manquer d’induire en erreur, car elles omettent un fait essentiel : l’existence de rapports sociaux de type capitaliste en Chine n’implique nullement le caractère capitaliste de la société chinoise.

Dans certains milieux, on disait autrefois de l’URSS qu’elle était caractérisée par un “capitalisme sans capitalistes”, dans la mesure où elle apparaissait comme le modèle achevé d’un capitalisme d’État dans lequel l’appropriation privée des moyens de production était bannie au profit d’un robuste dirigisme étatique. Au nom du “prolétariat” ou du “peuple tout entier”, une nouvelle classe dominante, après avoir investi le pouvoir d’État, aurait saisi les rênes de l’économie et de la société. Sous couvert de socialisme, les rapports sociaux capitalistes auraient été reconduits au profit de cette nouvelle couche dominante, la “bureaucratie soviétique”. On ne se prononcera pas ici sur cette qualification, qui est sans doute partiellement erronée et fort discutable d’un point de vue historique. Ce qui est certain, c’est qu’elle ne correspond nullement à la situation de la formation sociale chinoise actuelle, qui se caractérise au contraire par *la présence de capitalistes, mais sans capitalisme*.

Afin de faire la lumière sur ce paradoxe apparent, tournons-nous donc vers l’analyse marxiste des modes de production et des formations sociales. Rappelons qu’un mode de production, c’est l’ensemble constitué par les forces productives (la force de travail et les instruments de production) et les rapports de production, c’est-à-dire les rapports sociaux noués par les individus dans la sphère productive. Un mode de production, comme son nom l’indique, désigne une manière de produire les biens matériels indispensables à l’existence des individus qui vivent dans une formation sociale donnée. Sans entrer dans le détail de la théorie marxiste, il suffit de retenir à ce stade que *le mode de production constitue la base matérielle de l’existence*

des hommes et qu'il qualifie la formation sociale déterminée dans laquelle cette base matérielle joue un rôle déterminant.

Or c'est ici qu'une précision s'impose : l'articulation entre la formation sociale et le mode de production implique aussi que, dans toute formation sociale, il n'existe pas un seul mode de production : la plupart du temps, il en existe au moins deux, et parfois beaucoup plus. Parmi ces modes de production, l'un d'entre eux est dit "dominant" et les autres "dominés". Ces derniers sont soit des survivances du passé de l'ancienne formation sociale, soit des modes de production en train de naître dans le présent même de la formation sociale. Cette précision est importante, car *cette pluralité des modes de production, inséparable de la prédominance d'un mode de production sur les autres, permet de rendre compte de la complexité des faits observables dans toute formation sociale concrète.* Et c'est aussi cette pluralité inégale des modes de production qui permet de déceler les tendances contradictoires qui s'affrontent dans la formation sociale considérée et qui constituent, pour cette raison, le moteur de son histoire.

Revenons maintenant à la formation sociale chinoise contemporaine et à ce qui nous intéresse ici, à savoir sa composition organique, c'est-à-dire l'articulation spécifique entre les modes de production qui concourent à son existence historique. Pour tenter de la déceler, il faut d'abord procéder à une photographie, nécessairement descriptive dans un premier temps, de cette pluralité concrète qui caractérise la formation sociale chinoise actuelle.

Mais avant de présenter cet inventaire des modes de production à l'œuvre en Chine, il faut bien préciser un point qui me semble essentiel.

Comme tout le monde, les Chinois vivent dans une société déterminée, une "formation sociale" concrète, caractérisée par la prédominance d'un mode de production déterminé. Mais quel

est ce mode de production ? Car il ne suffit pas qu'une formation sociale existe pour qu'elle possède son propre mode de production. Une formation sociale capitaliste, comme les États-Unis par exemple, se caractérise par un mode de production dominant, le mode de production capitaliste. Mais une société socialiste comme la société chinoise, en revanche, possède-t-elle pour autant un mode de production socialiste ? *Si cette expression n'existe pas chez Marx, Engels et Lénine, c'est parce qu'aux yeux de la théorie marxiste une formation sociale peut être en transition entre deux modes de production, sans avoir un mode de production exclusif.* Durant cette période transitoire, qui peut être extrêmement longue, les éléments de la société future ont tendance à prendre le dessus sur les éléments de la société passée, modifiant peu à peu la composition organique de la formation sociale. Et cette situation n'a rien d'anormal : elle est l'effet direct du développement des forces productives et des luttes de classes qui traversent toute formation sociale.

Ce point étant éclairci, faisons l'inventaire des modes de production de la formation sociale chinoise.

Quels sont, précisément, ces modes de production dont la combinaison fournit son ossature matérielle à la formation sociale chinoise contemporaine ?

1. Premièrement, le *mode de production socialisé*, c'est-à-dire le mode de production caractérisé par l'existence d'unités de production économique dont la propriété du capital est une propriété publique.

Ces unités de production sont principalement les grandes entreprises d'État qui détiennent, en Chine, les secteurs-clés de l'industrie comme la sidérurgie, l'énergie (le charbon, le gaz, l'électricité, le pétrole et le nucléaire), mais aussi les infrastructures de transport et l'industrie de l'armement. Particulièrement intensifs en capital, ces secteurs stratégiques

sont la propriété exclusive de la puissance publique qui les contrôle à travers un réseau de 325 000 entreprises publiques disséminées sur l'ensemble du territoire aux niveaux national, régional et local. Mais à l'intérieur de ce vaste secteur public largement décentralisé, c'est surtout par le truchement de 97 très grandes entreprises que l'État central détient l'essentiel du capital industriel, soit 55 % des actifs de toutes les entreprises, publiques et privées, du pays.

Appartiennent aussi à ce vaste secteur public les innombrables établissements bancaires qui contrôlent 80 % des actifs de cette catégorie dans l'ensemble du pays. En Chine, c'est le réseau des banques publiques, et non les institutions financières privées, qui assure de manière prépondérante le financement de l'économie. Cette prédominance du secteur public est fondamentale : elle affranchit la sphère financière de la rapacité des actionnaires privés et l'ordonne aux impératifs du développement planifié de l'économie. Loin de cette domination des intérêts privés qui caractérise les pays capitalistes, la socialisation de la finance redouble celle de la production et consolide l'ossature publique de la structure sociale. Aussi l'activité boursière est-elle peu développée en Chine : la somme des capitalisations boursières chinoises sur les places de Shanghai et Hong Kong demeure largement inférieure à celle de leurs homologues occidentales, alors même que l'économie chinoise calculée en PPA occupe la première place mondiale. Que la part de la Chine dans la sphère productive soit inversement proportionnelle à sa part dans la sphère spéculative n'est donc pas le fait du hasard, mais un effet de structure.

Il résulte des deux points précédents que *le mode de production dominant, au sein de la formation sociale chinoise, ne peut être que le mode de production socialisé*. Cette prédominance revêt trois aspects. Elle est d'abord quantitative : la puissance publique contrôle l'essentiel du capital industriel et du capital financier. Mais elle est également qualitative : en occupant les hauteurs stratégiques de l'économie, l'État les met au service du

développement global. En déliant les secteurs-clé de l'exigence de rentabilité à court terme, la planification étatique oriente l'activité économique dans une direction conforme à l'intérêt général. Cette prédominance du secteur public en amont de la chaîne de valeur influe notamment sur la formation des prix : elle rend possible une politique de bas coût des intrants qui sont fournis à l'ensemble de l'économie. Ce qui explique la capacité du secteur productif à satisfaire les besoins de la population sur le marché intérieur (il suffit de vivre en Chine pour y mesurer l'absence de tensions inflationnistes), mais aussi la compétitivité internationale de l'économie chinoise, laquelle a constitué l'un des moteurs de son développement au cours des vingt dernières années.

J'ajouterai une remarque lexicale pour finir : contrairement à d'autres auteurs, j'emploie l'expression "mode de production socialisé", et non "mode de production étatique" ou "mode de production socialiste". Le terme "socialisé" indique clairement, en effet, que l'existence de ce mode de production résulte d'un processus (la révolution socialiste) et que sa caractéristique principale réside dans la propriété sociale (ou publique) du capital. En revanche, la notion de "mode de production étatique" me paraît réductrice : l'État n'est pas le seul intervenant dans la gestion du secteur public, et les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans un système qui est très décentralisé. Quant au "mode de production socialiste", cette expression ne correspond pas à la réalité : *la formation sociale chinoise étant une formation en transition, c'est cette transition qui est socialiste, et non tel ou tel des modes de production qui lui fournissent sa base matérielle*. En somme, le mot "socialisme" ne peut pas désigner, à la fois, le tout et la partie.

2. Deuxièmement, le *mode de production capitaliste*, lequel existe bel et bien dans la formation sociale chinoise, depuis qu'il a été réintroduit au début des années 1990 par les réformes de Deng Xiaoping.

Ce secteur capitaliste joue un rôle important dans un certain nombre de domaines qui ont nécessité des capitaux, des compétences et des technologies indispensables à la modernisation du pays et dont ne disposait pas immédiatement la puissance publique. Au début des réformes, ces apports de capitaux privés provenaient surtout de la diaspora chinoise d'outre-mer, puis ils sont venus pour une part grandissante des capitalistes nationaux et des investisseurs extérieurs. Relèvent en effet du mode de production capitaliste les entreprises privées à capitaux étrangers qui se sont installées progressivement depuis les années 1990 sur le sol chinois. Ces investissements directs étrangers (IDE) ont été encouragés, de manière sélective, par les autorités du pays, afin d'y créer des emplois et de favoriser les transferts de technologies. C'est notamment grâce à cette ouverture internationale que l'économie chinoise a connu une nouvelle phase de son développement dans les années 2000.

Loin de constituer le mode de production dominant, le mode de production capitaliste a donc été réintroduit en Chine sous le contrôle de l'État socialiste afin d'obtenir des capitaux et des technologies, mais aussi pour stimuler l'effort de modernisation des entreprises nationales sous l'aiguillon de la concurrence étrangère. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce pari de la modernisation sous la contrainte externe a été largement gagné. L'apport du capital privé a été judicieusement calculé par les autorités chinoises afin de doper la croissance endogène, sans mettre en péril la souveraineté économique du pays ni s'exposer aux extravagances du marché provoquées par les crises cycliques du capitalisme mondial. *Appliquant le principe maoïste selon lequel il faut "chercher la vérité dans les faits", les planificateurs chinois ont expérimenté les vertus d'un secteur capitaliste circonscrit au nécessaire et sévèrement rappelé à l'ordre lorsqu'il outrepassait ses prérogatives de force d'appoint.*

Au demeurant, les dizaines de Chinois richissimes qui ont été sanctionnés depuis quinze ans (y compris, dans un cas extrême,

au moyen de l'exécution capitale), que ce soit pour leurs malversations financières, leurs interventions intempestives ou leur pratiques monopolistiques, témoignent des limites de l'influence du mode de production capitaliste en République populaire de Chine. On conviendra qu'il est difficile, dans ces conditions, d'inférer le caractère "capitaliste" de la formation sociale chinoise de la présence de "capitalistes" en son sein.

Mais l'aspect le plus intéressant, dans cette réhabilitation sous conditions du capitalisme, concerne sans doute les transferts de compétences attendus par les responsables chinois. Après tout, c'est avec les hommes d'aujourd'hui qu'il faut construire le socialisme de demain, et dans un contexte de pénurie il faut savoir utiliser les ressources disponibles. Lorsque Mao Zedong, dans le cadre de la "démocratie nouvelle" (1949-1953), a classé la "bourgeoisie nationale" au rang des "classes révolutionnaires", il songeait surtout à utiliser les compétences techniques de cette classe sociale instruite : des entrepreneurs privés sont ainsi devenus les directeurs de leur propre usine, désormais placée sous le contrôle des syndicats et mise au service de la révolution.

A l'adresse de ceux qui jugent rédhibitoire d'un point de vue marxiste la participation des capitalistes à la transition socialiste, il faut citer ce que disait Lénine en avril 1921 dans sa brochure "Sur l'impôt en nature" à propos des "concessions" accordées au "capital privé" au nom d'un "capitalisme d'État" qu'il concevait comme "l'antichambre du socialisme" : "Nous payons un certain tribut au capitalisme mondial, nous lui payons une rançon", et "nous ne devons pas craindre d'avouer que nous pouvons et devons encore beaucoup apprendre des capitalistes". Certes, "cela peut sembler paradoxal : le capitalisme privé dans le rôle d'auxiliaire du socialisme ? Mais cela n'a rien d'un paradoxe, c'est un fait économique, absolument incontestable". La vérité, c'est que "le capitalisme est un mal par rapport au socialisme, mais qu'il est un bien par rapport au Moyen Age, par rapport à la petite production, par rapport au bureaucratisme qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs". Et puisque

“nous ne sommes pas encore en mesure de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est dans une certaine mesure inévitable, comme une conséquence naturelle de la petite production. Nous devons donc utiliser le capitalisme, (surtout en l’orientant dans la voie du capitalisme d’État) comme maillon intermédiaire, conduisant de la petite production au socialisme. Nous devons l’utiliser comme moyen, voie, procédé, modalité, permettant d’augmenter les forces productives”.

3. Troisièmement, *le mode de production familial* qui est encore largement prépondérant dans l’agriculture chinoise.

Ce mode de production a connu une histoire singulière : sous sa forme actuelle, il résulte des réformes des années 1980 consécutives au démantèlement des structures collectives créées dans les années 1950. Au lendemain de la victoire sur l’envahisseur japonais, en 1945, les terres appartenant aux propriétaires fonciers ont été redistribuées à la paysannerie pauvre, et cette redistribution massive a été entérinée par la grande loi agraire de 1950. Cette révolution paysanne a mis fin aux rapports sociaux de domination qui livraient la majorité des paysans à une exploitation féroce. Elle a généré une agriculture formée d’une multitude de petites exploitations familiales dont la productivité, trop faible, ne permettait pas un véritable décollage de la production agricole. C’est pourquoi Mao Zedong a lancé en 1953 la collectivisation des terres, achevée en 1957, qui a donné naissance aux fameuses “communes populaires” dans lesquelles les cultivateurs travaillaient, pour l’essentiel de leur temps de travail, au profit de la collectivité.

Avec la modernisation des équipements, la généralisation de l’usage des engrais, la sélection de plus en plus rigoureuse des semences, les conditions techniques de la production ont progressivement changé. Le collectivisme intransigeant des communes populaires a été peu à peu atténué et les paysans ont pu cultiver un lopin individuel. Après la “Révolution culturelle”

(achevée en 1976), les autorités ont décidé, dans le cadre des nouvelles réformes, de rétablir le système de l'exploitation familiale afin de stimuler la productivité de ces unités autonomes de production que constitueraient désormais les fermes familiales. L'agriculture chinoise telle qu'elle existe aujourd'hui est donc le résultat combiné de trois processus historiques : une redistribution égalitaire des parcelles entre les familles paysannes (acquise en 1950 et renouvelée en 1984 après la dissolution des communes populaires), une succession de progrès techniques due aux investissements réalisés durant la période maoïste, et enfin une libéralisation des marchés agricoles dans le cadre des réformes de Deng Xiaoping. Le mode de production dominant dans l'agriculture chinoise est donc le mode production familial, la famille paysanne étant liée contractuellement avec les collectivités locales (au nom de l'État), et bénéficiant d'un droit héréditaire et exclusif à l'exploitation d'une parcelle attribuée en fonction du nombre d'habitants.

Lorsque les enfants ne veulent pas reprendre l'exploitation agricole de leurs parents, l'usage de la terre peut être loué à d'autres cultivateurs, ce qui explique la taille très variable des exploitations existantes. Mais la terre ne peut pas être vendue, puisqu'elle appartient à l'État qui en est le propriétaire ultime, et ce sont les collectivités locales qui en organisent l'attribution en fonction des besoins, agricoles et non agricoles. Au total, ce système donne aux exploitants une grande autonomie de gestion, et le contrat avec l'État leur garantit de surcroît un véritable droit à la terre. La famille paysanne, en vertu de la loi, est l'attributaire exclusive d'une parcelle qui lui fournit l'essentiel de sa subsistance et lui permet de commercialiser librement ses produits sur le marché. Notons cependant que ce mode de production familial ne va pas sans une contradiction entre la propriété publique de la terre, favorable au maintien d'une agriculture parcellaire de petite dimension, et la propriété privée de la production, obéissant aux lois du marché et à ses contraintes de compétitivité. Ajoutons à ce tableau que

l'agriculture chinoise, pas plus que les autres secteurs, n'est chimiquement pure : elle comprend aussi des éléments empruntés à d'autres modes de production lorsqu'elle recourt au travail salarié ou requiert des investissements importants dans les secteurs à forte valeur ajoutée, ce qui est le cas de certaines productions commerciales.

4. Quatrièmement, *le mode de production individuel*, incarné par des personnes physiques qui exercent une activité artisanale, tertiaire ou libérale, de manière quasiment indépendante (souvent dans un cadre familial) sans avoir le statut de salarié, ni celui de patron.

Très nombreuses en Chine, ces petites entreprises individuelles (qui correspondent en gros au statut d'auto-entrepreneur tel que nous le connaissons) ne relèvent évidemment pas du secteur capitaliste : elles ignorent le plus souvent l'emploi de travailleurs salariés et reposent sur la valorisation d'un travail individuel ou familial. Et cela, même si leur activité se déploie dans un environnement qui est lui-même hybride, puisque le travailleur individuel doit côtoyer des entreprises privées de taille variable dont il dépend parfois et avec lesquelles il noue toutes sortes de rapports.

Notons que cette très petite entreprise existait déjà durant l'époque maoïste, mais de façon résiduelle, dans les interstices d'une économie largement collectivisée. Avec les réformes, ce mode de production a connu un essor considérable dans les villes comme dans les campagnes. Favorisée par les nouvelles habitudes de consommation, elle a aussi été encouragée par les autorités, lorsqu'elles ont officiellement reconnu la liberté d'entreprendre et la propriété privée. L'appel à l'initiative individuelle et l'appât du gain ont stimulé le développement de toute une série d'activités légères, très faibles en capital, et reposant pour l'essentiel sur l'ardeur à la tâche du travailleur individuel ou du petit entrepreneur : petit commerce, restauration, transport de personnes, etc.

5. Cinquièmement, *le mode de production coopératif*, qui s'est développé de manière exponentielle dans la phase de transition.

L'exemple le plus emblématique de la puissance du secteur coopératif en Chine, c'est très certainement l'entreprise Huawei, dont le capital est détenu par les salariés, le fondateur de l'entreprise, ancien colonel de l'Armée populaire de libération, ne détenant lui-même que 1 % de ce capital. Naturellement, cette entreprise n'est pas cotée en bourse et elle est donc l'affaire de ses salariés-associés, manifestement recrutés sur des critères de compétence au vu des prouesses technologiques accomplies par cette entreprise de très haut niveau, qui dame le pion aux multinationales occidentales de la même catégorie. Mais la coopération a fait également un retour spectaculaire dans le monde agricole. Afin d'améliorer les performances du secteur, une loi votée en 2007 a prévu des financements publics pour faciliter la mise en place de "coopératives spécialisées". Le système des petites parcelles éparpillées ayant révélé ses limites, la création de coopératives permet désormais de mutualiser les moyens et d'investir dans des techniques agricoles plus modernes, augmentant les surfaces cultivables et le rendement des exploitations. Aujourd'hui, on compte deux millions de coopératives, regroupant la moitié des familles paysannes. Singulière ironie de l'histoire, qui voit le retour en force d'un esprit coopératif que l'on croyait rangé au magasin des accessoires depuis le démantèlement des communes populaires et le partage des terres collectives.

Il est particulièrement intéressant, à ce propos, de rappeler ce que Lénine, dans *La Pravda* du 26 mai 1923, disait des coopératives. "Il est certain que dans un État capitaliste, les coopératives sont des institutions capitalistes collectives. Sous le capitalisme privé, les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes comme les entreprises collectives se distinguent des entreprises privées". Or tout change avec la révolution socialiste. "Dans notre régime actuel, les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas

des entreprises socialistes, si la terre où elles sont bâties et les moyens de production appartiennent à l'État, c'est-à-dire à la classe ouvrière. On oublie donc que grâce au caractère particulier de notre régime politique, la coopération acquiert chez nous une importance tout à fait exceptionnelle". Quel est le rapport entre la coopération et le socialisme ? La réponse de Lénine est on ne peut plus claire. "Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie au développement du socialisme".

Une NEP aux caractéristiques chinoises ?

Cette photographie des modes de production en vigueur dans la formation sociale chinoise a le mérite de souligner son pluralisme constitutif : le système chinois actuel associe différents modes de production, différents régimes de propriété et différentes classes sociales. Loin de toute utopisme, il ne prétend pas avoir aboli la division interne de la société et les inégalités qui la traversent. Ce pluralisme assumé constitue-t-il une anomalie en regard de la transition socialiste ? Comme on l'a vu plus haut, toute formation sociale historiquement déterminée comprend plusieurs modes de production tout en ayant un mode de production dominant. *Et dans le cas de la Chine contemporaine, formation de transition qui est encore au "stade primaire du socialisme", c'est le mode de production socialisé qui est le mode de production dominant.*

Pour citer encore Lénine, on sait qu'il s'est livré devant ses camarades, dans une brochure de 1918 sur "L'économie actuelle de la Russie", à un exercice analytique comparable. Décrivant la transition en cours dans la Russie des soviets, il rappelle que "le régime actuellement existant renferme des éléments, des parcelles, de petits morceaux de capitalisme et de socialisme". Quels sont ces éléments relevant de "différents régimes de l'économie sociale" ? Le premier élément, dit-il, c'est "l'économie paysanne patriarcale". Le deuxième élément, c'est "la petite production marchande", cette catégorie comprenant "la plupart des paysans qui vendent du blé". Le

troisième élément, c'est "le capitalisme privé". Le quatrième, c'est "le capitalisme d'État". Le cinquième, "c'est le socialisme". "La Russie est si grande et si variée", dit-il, "que toutes ces diverses formes économiques et sociales s'y entremêlent, et c'est ce qui fait l'originalité de la situation". Parmi ces éléments, quels sont ceux qui prédominent ? "Dans un pays de petite paysannerie, poursuit Lénine, c'est l'élément petit bourgeois qui prédomine et ne peut pas ne pas prédominer". La majorité des cultivateurs étant de "petits marchands", le problème de la transition sera donc de faire prévaloir le socialisme, peu à peu, sur la petite production marchande.

Mais cette transition, Lénine la conçoit comme un processus qui prendra beaucoup de temps, par étapes successives, sans forcer le mouvement au risque de faire échouer l'entreprise. Avec la nouvelle politique économique (NEP), la Russie soviétique a pris en 1921 la direction d'une transition de longue durée accompagnée d'une "révolution culturelle" (ce sont les mots de Lénine) destinée à élever le niveau de la population. "Nous n'avons jamais été des utopistes, et nous n'avons jamais pensé que nous allions construire la société communiste avec les mains bien propres de communistes proprets, qui doivent naître et s'éduquer dans la société communiste pure. Ce sont là des contes d'enfants. Nous devons bâtir le communisme avec les débris du capitalisme". Car "le prolétariat n'est pas exempt des défauts et faiblesses de la société capitaliste. Il lutte pour le socialisme et en même temps, il combat ses propres insuffisances". Certes, "nous élèverons la culture de la campagne, mais c'est là une affaire de longues, très longues années".

Pour conduire cette transition de longue durée, et compte tenu des circonstances, Lénine a la conviction qu'il faut d'abord recourir au capitalisme d'État. "Le socialisme est impossible sans la technique de la grosse industrie capitaliste, technique organisée selon le dernier mot de la science moderne. Il est impossible sans une organisation méthodique réglée par l'État, et qui impose à des dizaines de millions d'hommes la stricte

observation d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous marxistes, l'avons toujours dit". En effet, "ce n'est pas sans raison que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme, ce n'est pas sans motif qu'ils ont insisté sur les longues douleurs de l'enfantement de la nouvelle société, cette dernière étant elle aussi une abstraction, incapable de devenir une réalité autrement qu'à la suite d'une série de tentatives concrètes, variées et imparfaites pour fonder tel ou tel État socialiste". Or "le capitalisme de monopole de l'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'échelon historique qu'aucun autre échelon intermédiaire ne sépare de l'échelon appelé socialisme".

Sous l'égide de l'État prolétarien, quelle est notre politique économique, demande Lénine en 1921, lorsqu'il lance la NEP ? Notre politique, c'est de "donner aux petits paysans, en échange du blé, tous les produits dont il ont besoin et que fournit la grosse industrie socialiste". C'est pourquoi il ne faut pas "bloquer le développement des échanges privés non pratiqués par l'État, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme". Car c'est "un développement inévitable" lorsqu'il y a "des millions de petits producteurs". Entraver ces échanges, ce serait "une sottise et un suicide pour le parti qui aurait essayé de le faire, une sottise, parce que cette politique est économiquement impossible, un suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une politique de ce genre aboutissent à une faillite certaine". Ce que nous devons faire, "ce n'est pas bloquer le développement du capitalisme, mais s'appliquer à l'orienter dans la voie du capitalisme d'État, chose économiquement possible, puisque le capitalisme d'État existe sous une forme ou sous une autre partout où il existe des éléments de commerce libre et de capitalisme en général". C'est pourquoi "l'État prolétarien doit devenir un patron prudent, soigneux et habile, un négociant en gros consciencieux. Sinon il ne pourra pas mettre debout, économiquement, ce pays de petits paysans". Il ne faut pas oublier, en effet, que "la misère et la

ruine sont telles que nous ne pouvons pas rétablir d'emblée la grosse production socialiste, les grandes usines de l'État". Nous devons donc aider "la petite industrie qui ne demande pas de machines et qui est à même d'apporter une aide immédiate à l'économie paysanne et de relever ses forces productives". Et cela, même si, "à la faveur d'une certaine liberté du commerce, renaissent la petite bourgeoisie et le capitalisme".

Chacun connaît l'issue historique de la NEP et le tournant adopté par la politique soviétique à partir de 1929 : la mise en œuvre du premier plan quinquennal, l'industrialisation accélérée et la collectivisation de l'agriculture. Mais ce qu'un tel détour par Lénine et la NEP permet de comprendre, c'est que la transition socialiste, quelles que soient les circonstances, doit toujours composer avec la pluralité des modes de production. Et ce qu'illustre la voie chinoise vers le socialisme, c'est précisément l'acceptation de cette réalité objective. Avec la "démocratie nouvelle" théorisée en 1940, Mao Zedong avait déjà pris acte de la réalité concrète de la formation sociale chinoise dont le parti communiste parvenu au pouvoir assumerait désormais le pesant héritage. "Le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale" constituent, aux yeux de Mao, les "quatre classes révolutionnaires" avec lesquelles la Chine nouvelle fondée en 1949 va s'engager sur la voie du socialisme. Mais cette orientation initiale sera sérieusement révisée à partir du premier plan quinquennal (1953-1957), lorsque lui succédera la "construction des bases du socialisme". Avec la collectivisation de l'agriculture et la création d'une puissante industrie d'État, la formation sociale chinoise se dote d'un mode de production socialisé qui deviendra, au cours de la période maoïste, son mode de production quasi exclusif. Société collectiviste, égalitaire et frugale, la Chine de Mao expérimente une forme de socialisme inédit, dont le point culminant sera atteint durant la Révolution culturelle (1966-1976).

La question de savoir si cette "révolution dans la révolution" a été condamnée par ses propres excès est une question que les

communistes chinois ont tranchée en 1981 en la qualifiant de “déviation gauchiste”. Ce qui est sûr c’est que la politique nouvelle, celle des “quatre modernisations” qui sera engagée à partir de 1978, marque un changement de cap économique dont les effets se font sentir jusqu’à aujourd’hui. Tandis que l’État socialiste conserve le contrôle des principaux moyens de production, l’agriculture est restituée à l’exploitation familiale et les activités tertiaires confiées au secteur privé. Loin de constituer le mode de production exclusif, le mode de production socialisé, celui des entreprises d’État, fournit l’ossature de l’économie. À l’intérieur d’un vaste secteur privé émerge une nouvelle couche sociale qui n’est pas sans ressembler à la “bourgeoisie nationale” des années 1949-1953, la principale différence résidant dans le fait que cette néo-bourgeoisie se voit légitimée dans ses prérogatives, puisque la propriété privée et l’initiative individuelle sont désormais consacrées par la loi et même par la Constitution.

Il en résulte une composition organique originale, où le mode de production socialisé domine, de toute sa hauteur, les autres modes de production, lesquels se voient attribuer différents segments de l’activité économique et sociale. D’une certaine façon, on peut donc interpréter “la réforme et l’ouverture” engagées depuis les années 1980 comme une sorte de “NEP aux caractéristiques chinoises”, puisqu’on y retrouve à peu près les mêmes ingrédients : *le monopole du pouvoir exercé par le parti communiste, la direction planifiée de l’économie par l’État socialiste, la prédominance du mode de production socialisé, la coexistence avec d’autres modes de production comme l’agriculture familiale, la petite production marchande et une forme de capitalisme tolérée dans les limites de la transition socialiste.* Remarquons toutefois que la ressemblance s’arrête à cette description empirique des différents modes de production. Car le processus historique qui lui a donné naissance est évidemment très différent. Dans la Russie des soviets, la NEP visait à développer les forces productives en libéralisant le commerce et en stimulant la production agricole. Au lendemain, de la période dramatique du “communisme de guerre”, qui avait

vu l'État prolétarien naissant imposer des prélèvements sur la production de manière autoritaire, il s'agissait de desserrer l'étreinte créée par la guerre civile : pour libérer l'activité productive, il fallait accepter, durant une certaine période, le développement du capitalisme et la permanence de la petite production marchande.

En Chine, "la réforme et l'ouverture" avaient pour vocation, comme la NEP de Lénine, de stimuler le développement des forces productives en libérant d'abord les énergies de la paysannerie, puis celles du secteur privé renaissant dans les villes. Et dans les deux cas, la pluralité restaurée des modes de production s'est accompagnée de la prédominance du mode de production socialisé. Mais dans le cas de la Russie soviétique, l'arriération économique était imputable à l'état de délabrement de l'économie russe, légué par le régime tsariste. En Chine, l'état d'arriération de l'économie était dû, selon les dirigeants chinois, à la stagnation provoquée par la "Révolution culturelle". Ainsi, non seulement les prémisses historiques des deux périodes ne sont pas les mêmes, mais la situation est diamétralement opposée. Pour les bolcheviks au pouvoir, en 1921, la NEP vient réparer les dégâts causés par la guerre civile et préparer la collectivisation à venir. Pour les communistes chinois, en 1978, "la réforme et l'ouverture" viennent réparer les errements d'une collectivisation excessive. Lorsque les Chinois s'engagent dans les réformes, ce n'est pas un répit rendu nécessaire par la régression économique, mais le début d'une nouvelle phase historique : après avoir fait l'expérience d'un collectivisme rigide, le parti communiste chinois comprend qu'il faut changer de méthode pour parvenir au socialisme.

C'est la raison pour laquelle la politique adoptée par les Chinois en 1978, à l'opposé de la NEP, s'inscrit délibérément dans une temporalité extrêmement longue. Lorsque le PCC adopte la théorie du "stade primaire du socialisme", en 1987, il sait que cette orientation sera valable pour les décennies à venir, et Deng Xiaoping parlera de 2049 comme d'un horizon raisonnable pour l'achèvement de la modernisation socialiste.

La “NEP aux caractéristiques chinoises”, par conséquent, risque fort d’être autre chose qu’une simple parenthèse ou qu’un simple répit. Tout indique au contraire que la composition organique de cette formation sociale qu’est la Chine contemporaine a atteint un point d’équilibre et que, pour les dirigeants chinois, la prédominance du mode de production socialisé garantit que le pays ne déviara pas de la voie socialiste. Il n’y a aucune raison d’envisager de faire disparaître les autres modes de production, des lors que cette pluralité organique, sous le régime socialiste, a permis le développement spectaculaire de l’économie chinoise au cours des vingt dernières années. Si “la pratique est le seul critère de la vérité” (Mao), il faut mettre les idées à l’épreuve de la pratique pour vérifier si ce sont des idées justes. *Or la pratique a montré qu’une économie mixte régulée par un État planificateur permettait d’atteindre un niveau de développement jamais atteint et manifestait son éclatante supériorité sur les autres modèles de développement.*

Lorsque Deng Xiaoping a lancé les réformes, il les avait justifiées en disant que “nous avons 20 à 30 ans de retard sur les pays avancés en matière de développement de la science et de la technologie”, qu’il fallait “absolument combler ce retard”, et c’est pourquoi il fallait “stimuler la croissance des forces productives et conduire à l’amélioration de la vie matérielle et culturelle du peuple chinois”. Le modèle socialiste et le modèle capitaliste doivent être jugés sur leurs résultats, et non en fonction d’idées abstraites. “Si le taux de croissance des forces productives dans un pays socialiste est inférieur à celui des pays capitalistes sur une longue période historique, comment pouvons-nous parler de la supériorité du système socialiste ?” Les succès de la modernisation chinoise depuis le lancement des réformes sont la vérification pratique que cette orientation était adéquate. Comment le nier ? Du point de vue matérialiste des réalisations concrètes, le système adopté par la Chine sous l’égide de Deng Xiaoping et consolidé sous la direction de Xi Jinping a fait la preuve de sa solidité et de son efficacité. Il a conjugué une très forte croissance économique et une remarquable stabilité sociale. Les Chinois vivent de mieux

en mieux, dans un pays qui a éradiqué la misère et l'analphabétisme. “Le capitalisme se développe depuis plusieurs centaines d'années, rappelait Deng Xiaoping. Depuis combien de temps construisons-nous le socialisme ? Si nous pouvons faire de la Chine un pays modérément développé dans les cent ans suivant la fondation de la République populaire, ce sera une réalisation extraordinaire”.

